AD.

Conseil d'... - Raad van State
- 1' -
31. OCT 1977
Coordination

T

L. 12.905/2./F

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 4 août 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au grade et à l'avancement du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 19 septembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1977 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de graad en de bevordering van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft de 19e september 1977 het volgend advies gegeven :

07. NOV. 1977

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

Le projet trouve son fondement légal dans la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie.

Les articles de cette loi, cités dans le préambule ne sont entrés en vigueur qu'en ce qui concerne les officiers et candidats officiers de gendarmerie à l'exception de l'article 55 qui devrait faire,dans le projet, l'objet d'un article le mettant en vigueur en ce qui concerne les officiers et candidats officiers de gendarmerie.

Le présent projet ne peut s'appliquer aux sous-officiers de la gendarmerie puisque la loi n'est pas encore entrée en vigueur en ce qui les concerne.

D'accord avec le délégué du Gouvernement, il n'y a donc lieu de prendre un arrêté royal qu'en ce qui concerne les officiers de la gendarmerie.

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie".

PREAMBULE.

L'alinéa 1er du préambule devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment l'article 11, modifié par la loi du 29 décembre 1975, et l'article 70".

Cet article est le fondement de l'article 11 du projet.

*

La fin du troisième alinéa doit être rédigée comme suit : "... 11 juin 1974, 27 octobre 1976 et 24 juin 1977;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Tel qu'il est rédigé, cet article aurait pour effet de désigner un même grade de deux manières différentes selon les rapports que le titulaire aurait avec des autorités ou des personnes qui appartiennent ou qui n'appartiennent pas à la gendarmerie.

Cette dualité de dénomination n'est pas prévue par les articles 17 et 19 de la loi du 27 décembre 1973.

Pour le surplus, l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

La dénomination du grade dont sont titulaires les officiers de gendarmerie est complétée par les mots "de gendarmerie".

.../...

Article 2.

§ 1er. La rédaction suivante est proposée :

"§ 1er. Les officiers de gendarmerie porteurs du brevet d'état-major peuvent faire suivre la dénomination du grade qu'ils portent des mots "breveté d'état-major".

§ 2. Les grades de licencié, docteur ou ingénieur ne comprennent pas tous les grades académiques ou tous les titres d'enseignement supérieur.

Si l'intention du Gouvernement n'est pas de limiter strictement la faculté prévue au § 2, la rédaction de ce paragraphe devrait être modifiée en conséquence.

Le texte suivant est proposé :

"§ 2. Les porteurs d'un grade académique ou d'un titre de l'enseignement supérieur peuvent faire suivre la dénomination du grade dont ils sont titulaires, selon le cas, de la mention du titre académique ...
suivi de la dénomination des études faites".

Article 3.

L'article est rédigé comme suit :

"Si la destitution, prévue à l'article 19 du Code pénal ordinaire ou à l'article 6 du Code pénal militaire, la dégradation militaire, la privation du grade ou la déchéance inconditionnelle d'un des droits cités à l'article 31, 2° à 6°, du Code pénal est prononcée, le membre du personnel est replacé dans le grade de gendarme".

.../...

En tant qu'il porte qu'un officier de gendarmerie frappé de la destitution prévue par l'article 19 du Code pénal ou condamné à la dégradation militaire prévue par l'article 5 du Code pénal militaire "est replacé dans le grade de gendarme", l'article 3 du projet n'est pas conforme aux deux dispositions pénales qui viennent d'être citées. Il ressort, en effet, de celles-ci que la destitution indiquée et la dégradation militaire privent, par elles-mêmes, le condamné de la qualité de membre du personnel de la gendarmerie. Par conséquent, il y a lieu d'écarter de l'article, la mention de la destitution prévue par l'article 19 du Code pénal et la mention de la dégradation militaire prévue par l'article 5 du Code pénal militaire.

L'article 3 du projet se justifie par la nécessité qu'il y a de régler la situation d'officiers de gendarmerie qui feraient l'objet de condamnations judiciaires ayant des effets moins étendus que ceux qui ont été indiqués plus haut.

Ainsi, la destitution prévue par l'article 6 du Code pénal militaire - peine, qui ne s'applique qu'aux officiers - prive le condamné de son grade, mais n'entraîne pas son exclusion des forces armées.

Aux termes de l'article 31 du Code pénal, "tous arrêts de condamnation à la peine de mort ou aux travaux ... forcés prononceront ... l'interdiction à perpétuité" des droits énumérés dans l'article et notamment : 1° du droit "de remplir des fonctions, emplois ou offices publics"; 6° du droit ... "de servir dans l'armée". Mais aux termes de l'article 32, les cours d'assises pourront, à l'égard des condamnés à la réclusion ou à la détention, prononcer des interdictions ne portant pas sur l'exercice de tous les droits énumérés à l'article 31, mais seulement sur l'exercice

.../...

d'une partie de ceux-ci; les cours d'assises pourront, par ailleurs, prononcer ces interdictions soit à perpétuité, soit à temps, pour une période de dix à vingt ans. Et aux termes de l'article 33, les cours et tribunaux pourront, dans les cas prévus par la loi, interdire aux condamnés correctionnels, soit en tout, soit également en partie, l'exercice des droits énumérés à l'article 31, et ce pour un terme de cinq à dix ans./

On doit, en outre, relever la disposition énoncée à l'article 20, § 1er, a, 2°, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie, disposition qui est applicable à tous les membres du personnel de la gendarmerie, y compris aux officiers : selon ce texte, "sans préjudice des dispositions pénales", "l'interdiction à perpétuité ou à temps, de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal, prononcée sans sursis" entraîne, "de plein droit", "le retrait du grade".

Selon les explications données par l'officier délégué, l'article 3 du projet a un double objet.

En premier lieu, il tend à déterminer le grade de l'officier de gendarmerie condamné à la destitution prévue par le Code pénal militaire, peine qui le prive de son grade sans l'exclure des forces armées, ou de l'officier de gendarmerie, frappé en application de l'article 32 ou de l'article 33 du Code pénal, d'une interdiction de droits, à caractère limité, qui n'a pas pour effet de lui enlever sa qualité de membre du personnel de la gendarmerie. Ce second cas se présente lorsque l'interdiction prononcée ne porte pas sur le droit "de remplir des fonctions, emplois ou offices publics" ni sur le droit "de servir dans l'armée" visés respectivement au 1° et au 6° de l'article 31 du Code pénal.

.../...

En second lieu, l'article 3 tend à prévoir que le Roi pourra, dans l'exercice du pouvoir disciplinaire que lui confère l'article 33 de la loi du 27 décembre 1973, démettre d'office l'officier de gendarmerie se trouvant dans la situation définie ci-dessus. Selon les précisions fournies au Conseil d'Etat, sous peine de provoquer des confusions, il est nécessaire de faire expressément mention de la faculté de recourir, dans le cas dont il s'agit, à la mesure disciplinaire de la démission d'office prévue par l'article 33 de la loi du 27 décembre 1973. Pour l'application de ce dernier article, il est nécessaire de déterminer quelle sera la qualité reconnue à l'intéressé : le Gouvernement estime qu'à cet égard, la solution la plus conforme à l'intérêt public et aux droits de celui qui est poursuivi consiste à considérer qu'il conserve la qualité d'officier.

Pour les raisons exposées, l'article 3 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Si un officier de gendarmerie est condamné à la destitution prévue par l'article 6 du Code pénal militaire ou si, en application de l'article 32 ou 33 du Code pénal, il fait l'objet d'une interdiction de l'exercice d'un ou de plusieurs des droits énumérés à l'article 31 du même Code, sans que cette condamnation ait pour effet de le priver de sa qualité de membre du personnel de la gendarmerie, il est replacé dans le grade de gendarme; toutefois, le Roi peut le démettre d'office en vertu de l'article 33 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie et pour l'application de cet article, il est censé avoir conservé la qualité d'officier de gendarmerie".

.../...

Article 4.

Au § 1er, alinéa 1er, il y a lieu de supprimer les mots "maréchaux des logis-chefs et maréchaux des logis".

A l'alinéa 2, les mots "un membre du personnel" doivent être remplacés par le mot "officier" et le mot "d'examen" est superflu.

Le § 2 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Les sous-lieutenants visés à l'article 51 de la loi du 27 décembre 1973 et nommés à la même date que les sous-lieutenants qui ont suivi les cycles de formation prévus aux articles 7 et 10 de la même loi, sont classés à la suite de ces derniers".

Article 5.

Le § 1er de cet article reprend la disposition de l'alinéa 2 de l'article 55 de la loi du 27 décembre 1973. Il est inutile et doit être omis.

D'accord avec l'officier délégué, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour les §§ 2 et 3 du projet :

"§ 1er. Pour la détermination de l'ancienneté relative dans le grade de sous-lieutenant, les officiers visés aux articles 41 et 55 de la loi du 27 décembre 1973 sont classés avant ceux dont l'ancienneté est la même que celle qu'ils obtiennent dans ce grade.

.../...

Pour la détermination de l'ancienneté relative dans le grade, si plusieurs officiers ont perdu à la même date leur ancienneté conformément aux articles 41 et 55 de la même loi, et qu'ils acquièrent pour cette raison la même ancienneté dans le grade de sous-lieutenant, ils sont classés entre eux de la même manière qu'ils l'étaient avant le moment où ils ont perdu leur ancienneté.

§ 2. Pour l'application des articles 41, § 2, et 55 de la loi du 27 décembre 1973, les officiers subissent dans le grade dont ils sont revêtus une perte d'ancienneté égale à celle qu'ils ont encourue dans le grade de sous-lieutenant".

Article 6.

Au § 1er, les mots "et les sous-officiers" doivent être omis.

D'accord avec l'officier délégué, les §§ 3 et 4 devraient être rédigés comme suit :

"§ 3. Pour pouvoir bénéficier de la bonification d'ancienneté, l'officier doit adresser une demande, accompagnée d'une copie certifiée conforme du diplôme, auprès du commandant de la gendarmerie avant le jour où il devrait être nommé compte tenu de la bonification d'ancienneté.

Si la demande n'est pas introduite dans ce délai, la bonification sera diminuée d'une durée égale au retard apporté à l'envoi de la demande.

.../...

§ 4. Pour l'avancement ultérieur, les officiers bénéficiaires d'une bonification d'ancienneté seront classés après les officiers dont l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant est la même que celle qui sera fixée pour leur prise de rang d'ancienneté en raison de la bonification d'ancienneté réellement obtenue".

Article 7.

Dans le texte néerlandais de cet article, il y a lieu d'écrire : "tot een graad van hoofdofficier of van opper-officier". La même observation vaut pour l'article 12.

Article 8.

Le § 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Sans préjudice des attributions de l'inspecteur général de la gendarmerie, les avis sont émis par le supérieur hiérarchique qui exerce les attributions de chef de corps ainsi que par les supérieurs fonctionnels de cet officier".

Au § 3, il convient d'écrire : "Les supérieurs visés au § 2 ...". Cette observation vaut également pour d'autres dispositions du projet.

Article 9.

Il y a lieu de rédiger comme suit le 1° et le 2° du § 1er :

"1° de l'aptitude à exercer les fonctions du grade supérieur, sur base de données qui figurent au signalement et au dossier personnel;

2° de la manière de servir, sur base de données qui figurent au signalement et au dossier personnel".

.../...

Au § 2, les mots "ou de commandant d'unité selon qu'il s'agit d'un officier ou d'un sous-officier" doivent être omis.

Article 11.

Au § 2, 4°, il y a lieu d'omettre les mots "ou de commandant d'unité".

Article 13.

A l'alinéa 3 de cet article, il convient de remplacer les mots "qu'il estime ne pas pouvoir Nous proposer" par les mots : "qu'il estime ne pas pouvoir proposer au Roi".

Article 15.

La rédaction suivante est proposée pour le second alinéa :

"Après un ou plusieurs votes, le comité d'avancement exprime ses recommandations au moyen d'une liste qu'il adresse au Ministre de la Défense nationale".

Article 16.

Dans cet article, il y a lieu de reprendre le § 2 de l'article 20 et, à l'article 20, de supprimer le sigle "§ 1er".

.../...

L'article 16 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-

§ 1er. Sont institués :
un comité supérieur;
un comité.

§ 2. Le comité supérieur est compétent pour examiner les candidatures aux grades de lieutenant-général et de général-major.

Le comité est compétent pour examiner les candidatures aux grades d'officier supérieur".

Article 19.

A cet article, le mot "autres" doit être omis.

Article 20.

Le sigle "§ 1er" doit être supprimé.

Article 21.

A l'alinéa 1er, les mots "notre choix" doivent être remplacés par les mots "le choix du Roi".

A l'alinéa 2, les mots "aux officiers concernés" doivent être remplacés par "aux officiers intéressés".

L'alinéa 3 de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Le procès-verbal de la séance du comité est transmis au Roi au plus tard lors de la première proposition de nomination".

.../...

Chapitre V. Dispositions finales.

Dans ce chapitre, il y a lieu d'insérer un article rédigé comme suit :

"Article ...

L'article 55 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie est mis en vigueur en ce qui concerne les officiers et candidats officiers".

Article 22.

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 22.-

Cessent d'être applicables aux officiers de gendarmerie :

1° les articles 1er à 21 et 65 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 ..., 11 juin 1974, 27 octobre 1976 et 24 juin 1977;

2° l'arrêté royal du 12 décembre 1963 ..., modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1964".

Article 24.

D'accord avec l'officier délégué, cet article doit être omis.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

Rechtsgrond voor het ontwerp is de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het Rijkswachtpersoneel van het actief kader.

De in de aanhef aangehaalde artikelen van die wet zijn slechts ten aanzien van de Rijkswacht-officieren en kandidaat-Rijkswachtofficieren in werking getreden, met uitzondering van artikel 55 dat door een afzonderlijk artikel van het ontwerp in werking zou moeten worden gesteld ten aanzien van die officieren en kandidaat-officieren.

Het onderhavige ontwerp kan geen toepassing vinden op de onderofficieren van de Rijkswacht, aangezien de wet wat hen betreft nog niet in werking getreden is.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat alleen voor de Rijkswachtofficieren een koninklijk besluit zou moeten worden vastgesteld.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de Rijkswacht".

.../...

AANHEF.

Het eerste lid van de aanhef zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975, en op artikel 70".

Dat artikel 70 verleent rechtsgrond aan artikel 11 van het ontwerp.

*

Het slot van het derde lid moet als volgt worden geredigeerd : "... 11 juni 1974, 27 oktober 1976 en 24 juni 1977;".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Zoals dit artikel is geredigeerd, zou het tot gevolg hebben dat een graad op twee verschillende wijzen wordt genoemd naar gelang van de betrekkingen welke hij die hem bekleedt, heeft met al dan niet tot de Rijkswacht behorende overheden of personen.

In die tweevoudige benaming is niet voorzien door de artikelen 17 en 19 van de wet van 27 december 1973.

.../...

Voorts zou het artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

De benaming van de graad die Rijkswachtofficieren bekleden, wordt aangevuld met de woorden "bij de Rijkswacht".

Artikel 2.

§ 1. Voorgesteld wordt :

"§ 1. Rijkswachtofficieren die houder zijn van het stafbrevet mogen de benaming van de graad die zij bekleden aanvullen met het woord "stafbrevethouder".

§ 2. De graden van licentiaat, doctor of ingenieur omvatten niet alle academische graden of alle titels uit het hoger onderwijs.

Ligt het niet in de bedoeling van de Regering de in § 2 geboden mogelijkheid strikt te beperken, dan zou de redactie van deze paragraaf dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

Voorgesteld wordt :

"§ 2. Houders van een academische graad of van een titel uit het hoger onderwijs mogen de benaming van de graad die zij bekleden, naar gelang van het geval, aanvullen met de vermelding van de academische titel ... gevolgd door de benaming van de studierichting".

.../...

Artikel 3.

Het artikel is als volgt geredigeerd :

"Indien afzetting, als bepaald bij artikel 19 van het gewoon Strafwetboek of bij artikel 6 van het Militair Strafwetboek, militaire degradatie, beroving van de graad of onvoorwaardelijke ontzetting uit één van de rechten opgesomd in artikel 31, 2° tot 6°, van het Strafwetboek wordt uitgesproken, wordt het personeelslid teruggesteld in de graad van Rijkswachter".

In zover artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat een Rijkswachtofficier die gestraft is met afzetting als bedoeld in artikel 19 van het Strafwetboek of veroordeeld is tot militaire degradatie als bedoeld in artikel 5 van het Militair Strafwetboek, wordt "teruggesteld in de graad van Rijkswachter", is het niet in overeenstemming met de twee aangehaalde strafbepalingen. Uit die bepalingen blijkt immers dat de bedoelde afzetting en de militaire degradatie uit zichzelf meebrengen dat de veroordeelde de hoedanigheid van personeelslid van de Rijkswacht verliest. Bijgevolg moet in artikel 3 de vermelding van de in artikel 19 van het Strafwetboek bedoelde afzetting en van de in artikel 5 van het Militair Strafwetboek bedoelde militaire degradatie vervallen.

Artikel 3 van het ontwerp is verantwoord door de noodzaak een regeling te treffen voor de toestand van Rijkswachtofficieren tegen wie rechterlijke veroordelingen mochten zijn uitgesproken met minder ver reikende gevolgen dan hiervoren zijn vermeld.

.../...

De in artikel 6 van het Militair Strafwetboek bedoelde afzetting - een straf die alleen voor officieren geldt - ontneemt de veroordeelde zijn graad maar heeft niet zijn uitsluiting uit de krijgsmacht tot gevolg.

Luidens artikel 31 van het Strafwetboek wordt "bij alle arresten van veroordeling tot de doodstraf of tot dwangarbeid ... levenslange ontzetting uitgesproken" van de in het artikel genoemde rechten en inzonderheid : 1° van het recht om "openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen"; 6° van het recht om ... "te dienen bij het leger". Maar luidens artikel 32 kunnen de hoven van assisen de tot opsluiting of hechtenis veroordeelden ontzetten, niet alleen van de uitoefening van alle in artikel 31 genoemde rechten maar ook van slechts een gedeelte daarvan; ook kunnen de hoven van assisen die ontzetting uitspreken voor het leven of voor een bepaalde tijd, namelijk voor tien tot twintig jaar. Krachtens artikel 33 kunnen de hoven en rechtbanken, in de gevallen bij de wet bepaald, de tot correctionele straffen veroordeelden voor een termijn van vijf tot tien jaar geheel of ten dele ontzetten van de uitoefening van de rechten genoemd in artikel 31.

Ook moet worden gewezen op de bepaling van artikel 20, § 1, a, 2°, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het Rijkswachtpersoneel van het actief kader. Ze is van toepassing op alle leden van het personeel van de Rijkswacht met

inbegrip van de officieren. Volgens die tekst heeft "de onvoorwaardelijk uitgesproken levenslange of tijdelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek, van rechtswege ontneming van de graad tot gevolg onverminderd de strafbepalingen".

Naar de gemachtigde officier heeft verklaard, heeft artikel 3 van het ontwerp een tweevoudig doel.

In de eerste plaats bepaalt het de graad van de Rijkswachtofficier die veroordeeld is tot de in het Militair Strafwetboek bedoelde afzetting waardoor hij zijn graad verliest maar niet van de krijgsmacht uitgesloten wordt, of van de Rijkswachtofficier tegen wie op grond van artikel 32 of van artikel 33 van het Strafwetboek een beperkte ontzetting van rechten is uitgesproken waardoor hij zijn hoedanigheid van lid van het personeel van de Rijkswacht niet verliest. Dit tweede geval doet zich voor wanneer de uitgesproken ontzetting niet slaat op het recht om "openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen" of op het recht "te dienen bij het leger", onderscheidenlijk genoemd onder 1° en 6° van artikel 31 van het Strafwetboek.

In de tweede plaats stelt artikel 3 dat de Koning in de uitoefening van de hem bij artikel 33 van de wet van 27 december 1973 verleende tuchtbevoegdheid, de Rijkswachtofficier die zich in de hier-

.../...

voren omschreven toestand bevindt, van ambtswege uit zijn ambt kan ontzetten. Volgens de aan de Raad verstrekte toelichting is het, wil men misverstand voorkomen, noodzakelijk dat uitdrukkelijk melding wordt gemaakt van de mogelijkheid om in het bewuste geval de in artikel 33 van de wet van 27 december 1973 bedoelde tuchtmaatregel, dat is de ontzetting van ambtswege, te hanteren. Voor de toepassing van het laatstgenoemde artikel is het noodzakelijk te bepalen welke hoedanigheid aan de betrokkene zal worden verleend. De Regering meent dat de oplossing die het best aan de eisen van het openbaar belang en aan de rechten van de vervolgde beantwoordt, erin bestaat ervan uit te gaan dat hij zijn hoedanigheid van officier behoudt.

Om de opgegeven redenen zou artikel 3 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Wordt een Rijkswachtofficier veroordeeld tot afzetting als bepaald in artikel 6 van het Militair Strafwetboek of wordt hij op grond van de artikelen 32 of 33 van het Strafwetboek ontzet van de uitoefening van een of meer van de rechten genoemd in artikel 31 van hetzelfde Wetboek, zonder dat die veroordeling hem de hoedanigheid van lid van het personeel van de Rijkswacht doet verliezen, dan wordt hij teruggesteld in de graad van Rijkswachter; de Koning kan hem echter op grond van artikel 33 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het Rijkswachtperso-

neel van het actief kader van ambtswege uit zijn ambt ontzetten en voor de toepassing van dat artikel wordt hij geacht de hoedanigheid van Rijkswachtofficier te hebben behouden".

Artikel 4.

In § 1, eerste lid, moeten de woorden "opperwachtmeesters en wachtmeesters" worden geschrapt.

In het tweede lid moeten de woorden "personeelslid" en "voor een ander waarvan het examencijfer" onderscheidenlijk worden vervangen door "officier" en "vóór een andere wiens examencijfer".

Paragraaf 2 kan als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De in artikel 51 van de wet van 27 december 1973 bedoelde onderluitenants die benoemd zijn op dezelfde datum als de onderluitenants die de opleidingscyclussen bedoeld in de artikelen 7 en 10 van dezelfde wet hebben gevolgd, worden na deze laatsten gerangschikt".

Artikel 5.

Paragraaf 1 van dit artikel herhaalt het bepaalde in het tweede lid van artikel 55 van de wet van 27 december 1973. Hij moet als overbodig vervallen.

.../...

In overleg met de gemachtigde officier stelt de Raad, voor de §§ 2 en 3 van dit artikel, de volgende tekst voor :

"§ 1. Voor het bepalen van de betrekkelijke anciënniteit in de graad van onderluitenant worden de officieren, bedoeld in de artikelen 41 en 55 van de wet van 27 december 1973, gerangschikt vóór de officieren wier anciënniteit dezelfde is als die welke zij in die graad verkrijgen.

Voor het bepalen van de betrekkelijke anciënniteit in de graad worden de officieren, als verscheidene onder hen op dezelfde dag hun anciënniteit hebben verloren overeenkomstig de artikelen 41 en 55 van dezelfde wet en om die reden dezelfde anciënniteit in de graad van onderluitenant verkrijgen, onderling gerangschikt op dezelfde wijze als vóór het tijdstip waarop zij hun anciënniteit hebben verloren.

§ 2. Voor de toepassing van de artikelen 41, § 2, en 55 van de wet van 27 december 1973 verliezen de officieren in de graad die zij bekleden zoveel anciënniteit als zij hebben verloren in de graad van onderluitenant".

Artikel 6.

In § 1 moeten de woorden "en de onderofficieren" vervallen.

.../...

In overleg met de gemachtigde officier wordt voorgesteld de §§ 3 en 4 als volgt te redigeren :

"§ 3. Om de anciënniteitsbijslag te kunnen genieten moet de officier een aanvraag, vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma, aan de commandant van de Rijkswacht zenden vóór de dag waarop hij, rekening gehouden met de anciënniteitsbijslag, zou moeten worden benoemd.

Is de aanvraag niet binnen die termijn ingediend, dan wordt de bijslag verminderd met de duur van de vertraging bij het inzenden van de aanvraag.

§ 4. Voor de latere bevordering worden de officieren die een anciënniteitsbijslag genieten, gerangschikt na de officieren wier anciënniteit in de graad van onderluitenant dezelfde is als die welke wegens de werkelijk verkregen bijslag voor hun anciënniteitsrang zal worden vastgesteld".

Artikel 7.

Aan het slot van dit artikel moet worden gelezen : "tot een graad van hoofdofficier of van opperofficier". Deze opmerking is ook geldig wat artikel 12 van het ontwerp betreft.

Artikel 8.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de inspecteur-generaal van de Rijkswacht, worden de adviezen uitgebracht door de hiërarchische meerdere die de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent en door de functionele meerderen van die officier".

In § 3 moet worden gelezen : "De in § 2 bedoelde meerderen ...". Deze opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

Artikel 9.

De tekst onder 1° en 2° van § 1 dient als volgt te worden geredigeerd :

"1° van de geschiktheid om het ambt van de hogere graad uit te oefenen, aan de hand van gegevens uit het signalement en uit het persoonlijk dossier;

2° van de wijze van dienen, aan de hand van gegevens uit het signalement en uit het persoonlijk dossier".

In § 2 moeten de woorden "de bevoegdheden van korps- of eenheidscommandant uitoefent naargelang het om een officier of een onderofficier gaat" worden vervangen door "de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent".

.../...

Artikel 11.

In § 2, 4°, moeten de woorden "de bevoegdheden van korps- of eenheidscommandant" worden vervangen door "de bevoegdheden van korpscommandant".

Artikel 13.

In het derde lid van dit artikel vervange men de woorden "waaraan de Minister van Landsverdediging kennis gegeven heeft dat hij meent hun kandidatuur aan Ons niet te kunnen voordragen" door "aan wie de Minister van Landsverdediging kennis heeft gegeven dat hij meent hun kandidatuur niet te kunnen voordragen aan de Koning".

Artikel 15.

Voorgesteld wordt het tweede lid als volgt te redigeren :

"Na een of meer stemmingen formuleert het bevorderingscomité zijn aanbevelingen door middel van een lijst die het aan de Minister van Landsverdediging zendt".

.../...

Artikel 16.

In dit artikel dient § 2 van artikel 20 te worden opgenomen en in artikel 20 dient het teken "§ 1" te worden geschrapt.

Artikel 16 zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 16.-

§ 1. Ingesteld worden :

een hoog comité;
een comité.

§ 2. Het hoog comité is bevoegd om de kandidaturen voor de graden van luitenant-generaal en generaal-majoor te onderzoeken.

Het comité is bevoegd om de kandidaturen voor de graden van hoofdofficier te onderzoeken".

Artikel 19.

In dit artikel moet het woord "andere" vervallen.

Artikel 20.

Het teken "§ 1" moet vervallen.

.../...

Artikel 21.

In het eerste lid moeten de woorden "Onze keuze geschiedt" worden vervangen door "De Koning doet zijn keuze".

In het tweede lid moeten de woorden "de betrokken officieren" worden vervangen door "de belanghebbende officieren".

Het derde lid van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De notulen van de vergadering van het comité worden aan de Koning gezonden uiterlijk bij de eerste benoemingsvoordracht".

Hoofdstuk V. Slotbepalingen.

In dit hoofdstuk dient een als volgt luidend artikel te worden ingevoegd :

"Artikel ...

Artikel 55 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het Rijkswachtpersoneel van het actief kader wordt in werking gesteld wat de officieren en kandidaat-officieren betreft".

.../...

Artikel 22.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 22.-

Op Rijkswachtofficieren zijn niet meer van toepassing :

1° de artikelen 1 tot 21 en 65 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 ..., 11 juni 1974, 27 oktober 1976 en 24 juni 1977;

2° het koninklijk besluit van 12 december 1963 ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1964".

Artikel 24.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat dit artikel moet vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

M. VERSCHELDEN, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.